

L'Étincelle

N° 6

Organe de la Fraction Française de la GAUCHE COMMUNISTE

Juin 45

La Gauche Communiste de France lutte pour l'émancipation du prolétariat, pour la disparition de la société capitaliste basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, pour l'instauration d'une société sans classe : la société communiste.

Aucune classe ne quitte le pouvoir politique et ne renonce à ses privilèges économiques, sans lutter jusqu'au bout pour maintenir sa domination sur la Société.

La Gauche Communiste, consciente de cette loi historique, soutient et participe à cette lutte à mort, pour le triomphe de la classe prolétarienne.

Le capitalisme devenu une entrave au développement des forces productives ne peut plus assurer le minimum vital indispensable aux classes productrices qu'il exploite et spolie. Le capitalisme se survivant ne peut apporter que la destruction effrénée des richesses accumulées, le déchaînement des guerres impérialistes, la terreur, les atrocités et les massacres. Il conduit ainsi la société vers la barbarie. Seul le prolétariat peut sauver l'humanité en triomphant par la révolution, de la classe capitaliste.

De toutes les classes de la société qui subissent l'exploitation du capitalisme, seul le prolétariat est une classe révolutionnaire. Tandis que les autres classes, dont les intérêts sont basés sur la propriété privée, luttent pour des réformes à l'intérieur du régime capitaliste, le prolétariat, lui, ne possède aucune propriété privée, et ses intérêts immédiats et historiques sont irrévocablement opposés à l'existence même de la société capitaliste.

Le prolétariat ne peut accéder au pouvoir politique par un renforcement préalable de ses positions économiques au sein de l'ancienne société. Ne possédant aucune assise économique propre, le prolétariat se pose comme objectif, le renversement de l'Etat capitaliste, la conquête révolutionnaire du pouvoir politique, condition préalable à une politique économique de classe en vue du socialisme.

Dénonçant le réformisme et l'opportunisme, agents de l'ennemi de classe qui préconise au prolétariat la conquête graduelle de l'Etat par la pratique du parlementarisme et la collaboration de classes, la Gauche Communiste s'appuyant sur l'expérience historique du prolétariat, proclame, que seule la destruction de l'Etat capitaliste, sous toutes ses formes politiques, par la révolution violente et l'instauration de la dictature du prolétariat assurera la marche vers le socialisme.

La lutte de classe ne peut être conçue que comme une lutte internationale du prolétariat contre la bourgeoisie, de la société communiste contre la société capitaliste.

La Gauche Communiste dénonce toute idéologie nationale ou nationalisante comme une idéologie de l'ennemi de classe et une trahison envers le prolétariat. La Gauche Communiste est essentiellement internationaliste.

La lutte historique du prolétariat contre le capitalisme est une lutte politique. C'est au travers de la formation de son parti politique que le prolétariat exprime ses objectifs de classe et acquiert la conscience de sa mission historique.

Héritière de la première, deuxième et troisième Internationale, la Gauche Communiste se revendique de la doctrine marxiste et de pratique révolutionnaire.

En participant dans la lutte quotidienne du prolétariat, en portant son effort théorique, critique, sur l'expérience et sur les problèmes restés non résolus par le passé, en recourant les énergies révolutionnaires et formant les cadres et des militants, la Gauche Communiste jettera ainsi les fondements du futur parti du prolétariat en France.

C'est dans ce but, sur la base de ces principes, et pour l'action, que la Gauche Communiste appelle les militants révolutionnaires de rejoindre ses rangs.

Pleven médecin de la dernière heure

De par la volonté de M. Pleven, bourgeois français, la liquidation irrémédiable de sa puissance de la « France renaissante », la économique. Son incapacité de donner une solution capitaliste à une situation désespérée, s'aggravant de jour en jour, est manifeste. Tous les Pleven et autres larbins du capitalisme ne pourront plus cacher sur les gains scandaleux réalisés par les profiteurs de la décomposition de l'économie française. Ce qu'ils ne disent pas c'est que la France impérialiste s'est définitivement écroulée dans cette guerre, qu'elle ne peut plus prospérer. Par là-même elle ne possède ni ce langage aux formules aussi creuses que vagues, aux apparences et que précisément c'est là le idéalisme, on tente d'escamoter aux yeux des masses la raison véritable de ce tour de passe-passe, l'expropriation du plus faible par le plus fort. Hier pillée par l'impérialisme allemand, aujourd'hui dépossédée par les Alliés.

Pour la concentration de la lutte du Prolétariat

La vague de grèves qui déferlait à travers la France, surgissant d'une façon spontanée, non organisée, grèves éclatant isolément et sans liens entre elles, vagues de grèves venant du fond, contre la volonté des dirigeants syndicaux et passant par-dessus la tête des chefs syndicaux, ce mouvement vient d'être enrayé, stoppé.

La direction de la C.G.T. représentant de l'Etat capitaliste auprès des ouvriers, a longtemps freiné ouvertement tout mouvement de lutte de classe. Au nom des intérêts de la nation, elle interdisait aux ouvriers la lutte pour leurs revendications : « gagner la guerre », « travailler d'abord et revendiquer ensuite », étaient les seuls mots d'ordre de la C.G.T. auxquels elle soumettait la classe ouvrière. Tous ceux qui osaient revendiquer contre l'exploitation et les conditions de famine étaient indistinctement dénoncés comme la 5^e colonne, comme les agents d'Hitler.

Ce fut la première phase. Mais la guerre, les souffrances, les misères, la famine, la monstrueuse réalité de la situation économique catastrophique, ne se laissent pas voiler par les mots creux de la démagogie chauvine. Les ouvriers avaient assez de se nourrir des illusions et des promesses et ils passèrent à l'action directe.

Devant la pression grandissante des masses ouvrières risquant d'échapper et de se libérer de son contrôle, la direction syndicale change de manœuvre. Impossible de s'opposer de face, il fallait enrayer, dévier le mouvement, de l'intérieur. D'une journée de travail, journée d'effort de guerre qui était la première position de la C.G.T. pour le 1^{er} mai, elle fera, sous la pression des masses, une journée chômée, mais sous le signe de l'union sacrée et du patriotisme. Cela ne suffisait cependant pas. La C.G.T. se mettra alors à revendiquer la révision du barème des salaires, leur réajustement, non par la lutte directe, mais dans les antichambres ministérielles, dans des réu-

riens de commissions gouvernementales, dans eds palabres interminables où les mots servent de couronnes de fleurs, enterrant les revendications ouvrières.

Mais les ouvriers, à bout de patience passèrent d'eux-mêmes à l'action et aux grèves. Devant cette vague irrésistible la bureaucratie syndicale a eu recours à la vieille tactique qui a déjà si bien réussi à Jouhaux en 1920. Ce dernier, revenant d'ailleurs juste à temps d'Allemagne où le fascisme l'a soigneusement conservé comme tous les autres grands hommes et serviteurs du capitalisme, a pris immédiatement dans ses mains exercées la tâche de briser la lutte du prolétariat. Cette vieille tactique reprise aujourd'hui à nouveau par Jouhaux en compagnie cette fois de Monmousseau et de Raemond, qui l'ont si violemment dénoncé en 1920 au temps où ils n'avaient pas encore trahi, consiste à laisser se faire les événements par petits paquets dans lesquelles les ouvriers s'usent et offrent le moins de résistance à la répression capitaliste de l'Etat. Faire battre l'armée prolétarienne par morceaux, par corps détachés dans des luttes éparpillées, telle est la tactique pernicieuse de l'équipe de Jouhaux appliquée dans la récente vague de grèves. Et cela leur a réussi momentanément. La classe ouvrière trouve devant elle non plus un patronat, mais l'Etat qui agit au nom de tous les patrons. Elle ne peut offrir un front résistant, posséder une capacité offensive que par la concentration, la cohésion, la généralisation centralisée de ses luttes. Pour cela elle ne peut compter sur la direction syndicale mais doit trouver elle-même les moyens adéquats, les méthodes qui lui rendront sa force.

Instinctivement et tâtonnant, les ouvriers dessinent des formes nouvelles de concentration de leurs forces. Les expériences des dernières grèves et la trahison de la direction de la C.G.T. ont provoqué des réactions profondes parmi les ouvriers. Une tendance à abandonner, à quitter les syndicats se fait remarquer un peu partout.

Cette tendance à quitter les syndicats, exprime-t-elle une lassitude, une passivité, un abandon de la lutte de la part des ouvriers? Nous ne le croyons pas. Elle exprime avant tout un divorce, un abîme qui se creuse entre les masses qui veulent la lutte et la direction traitre qui empêche cette lutte, elle exprime d'autre part la situation nouvelle dans laquelle la forme traditionnelle du syndicalisme : le syndicat d'industrie, la fédération verticale perd de son efficacité en tant qu'instrument de lutte, pour s'orienter vers des formes nouvelles plus accentuées, sur des assises locales groupant de plus larges masses intervenant et décidant directement de la conduite de la lutte, orientation avec plus nettement sur les usines, sur les unions locales et départementales, sur la forme horizontale de liaison directe entre les sections des usines de la même localité.

En Belgique où nous observons une tendance analogue elle prend l'aspect d'une lutte pour une plus grande autonomie et indépendance des syndicats locaux par rapport au centre. Elle a même donné naissance à ces termes « de syndicat d'usine » qui s'apparentent plutôt à la forme des conseils d'usine, des comités d'usine, qu'à la forme classique des syndicats.

En Italie, parallèlement au syndicat ont surgi des conseils d'usine. Des symptômes de cette même tendance nous pouvons les déceler en France. Prenons l'exemple des mineurs du Nord, après les grèves du mois dernier. Nous constatons que dans certains centres et parmi les plus combattifs, la moitié des ouvriers de la mine seulement sont syndiqués; mais en même temps que les ouvriers manifestent de la méfiance à l'égard du syndicat ils forment des « comités de puits » auxquels participent tous les ouvriers. Ces « comités de puits » ne sont pas une organisation opposée mais parallèle au syndicat, et ce sont ces comités qui expriment le plus parfaitement la volonté et la combativité de l'ensemble des ouvriers mineurs.

Double évolution de la C.G.T. Tandis que les sphères dirigeantes s'intègrent complètement dans l'Etat, tandis que Jouhaux réalise avec le gouvernement le Conseil National Economique, les ouvriers tendent à réaliser le plus grand rassemblement de leurs forces sur la base de l'usine, de la mine, de la localité. Cette double évolution se fait en rapport avec la situation qui s'empire et qui provoquera dans les tous prochains mois des explosions violentes et convulsives de luttes sociales.

Le prolétariat ne pourra triompher qu'en transformant ce qui n'est encore qu'une tendance constructive et spontanée en une préparation consciente.

Camarades

Faites Circuler

« L'Étincelle »

Réduite à sa seule métropole, car c'est sur elles que l'Etat bourgeois compte demain pour massacrer ceux qui auront assez de leur faim. C'est 637 milliards de francs de dettes qu'il faut payer. Les quelques milliers de travailleurs qui sont encore dans les usines, sur les chantiers, savent ce que leur coûte ce gigantesque Gargantua.

La masse d'impôts que l'Etat a voté au prolétaire en 1940 en période de production intense était de 34 milliards. En 1945, en période de chômage général, cette masse d'impôts est montée à 141 milliards. Mais ce passage des salaires au pilon ne suffit plus, et pour tenir, l'Etat use de ses derniers expédients.

En imposant le capital il ne prend pas une mesure anticapitaliste, mais il tente au contraire de retarder la débâcle finale. Trouver coûte que coûte l'argent pour freiner l'assaut furieux du prolétariat contre le pouvoir de la classe qu'il représente. Mais que la bourgeoisie cherche, renforcées qu'il faut nourrir bien le puits est à sec!

des à son arc, et la plus perfide parce que la plus trompeuse est celle de la démagogie sociale. Van Acker prendra en main le gouvernement, esquissant le danger. Il réussira à enrayer momentanément le développement des mouvements de grèves par de petites concessions et de grandes promesses.

Le rôle joué par les SS, les nazis et leur camp d'industrialisation de la mort, fut celui d'exterminer en général tous ceux qui s'opposèrent au régime fasciste et surtout les militants révolutionnaires qui ont toujours été à la pointe du combat contre la bourgeoisie capitaliste, quelque forme qu'elle prenne: autarchique, monarchique ou « démocratique », quel que soit leur chef: Hitler, Mussolini, Staline, Léopold III, George V, Victor-Emmanuel, Churchill, Roosevelt, Daladier ou de Gaulle.

La bourgeoisie internationale qui, lorsque la Révolution russe d'octobre éclata, en 1917, chercha tous les moyens possibles et imaginables pour l'écraser, qui brisa la révolution allemande en 1919 par une répression d'une sauvagerie inouïe, qui noya dans le sang l'insurrection chinoise prolétarienne; la même bourgeoisie finança en Italie la propagande fasciste puis en Allemagne celle de Hitler; la même bourgeoisie mit au pouvoir en Allemagne celui qu'elle avait désigné comme devant être pour son compte le gendarme de l'Europe; la même bourgeoisie aujourd'hui enfin dépense des millions « pour financer le montage d'un exposition SS crimes hitlériens », les prises de vues et la présentation au public de films sur les « atrocités allemandes » (pendant que les victimes de ces atrocités continuent à mourir souvent sans soins et que les rescapés qui rentrent n'ont pas les moyens de vivre ».

Cette même bourgeoisie, c'est elle qui a payé d'un côté le réarmement de l'Allemagne et de l'autre a bafoué le prolétariat en entraînant dans la guerre avec l'idéologie anti-fasciste, c'est elle qui de cette façon ayant favorisé la venue de Hitler au pouvoir s'est servie jusqu'au bout de lui pour écraser le prolétariat allemand et l'entraîner dans la plus sanglante des guerres, dans la boucherie la plus immonde que l'on puisse concevoir.

C'est toujours cette même bourgeoisie qui envoie des représentants avec des gerbes de fleurs, s'inclinant hypocritement sur les tombes des morts qu'elle a elle-même engendrés parce qu'elle est incapable de diriger la société et que la guerre est sa seule forme de vie.

**C'est elle
que nous accusons!**

car les millions de morts qu'elle a perpétrés dans cette guerre ne sont qu'une addition à une liste déjà bien trop longue, hélas, des martyrs de la « civilisation », de la société capitaliste en décomposition.

Les responsables des crimes hitlériens ne sont pas les Allemands qui ont les premiers, en 1934, payé par 450.000 vies humaines la répression bourgeoise hitlérienne et qui ont continué à subir cette impitoyable répression quand celle-ci se portait en même temps à l'étranger. Pas plus les Français, les Anglais, les Américains, les Russes, les Chinois ne sont responsables des horreurs de la guerre qu'ils n'ont pas voulues mais que leur bourgeoisie leur ont imposées.

Par contre, les millions d'hommes et de femmes qui sont morts à petit feu dans les camps de concentration nazis, qui ont été sauvagement torturés et dont les corps pourrissent quelque part, qui ont été frappés pendant cette guerre en combattant ou surpris dans un bombardement « libérateur », les millions de cadavres mutilés, amputés, déshérités, défigurés, enfouis sous terre ou pourrissant au soleil, les millions de corps, soldats, femmes, vieillards, enfants.

Ces millions de morts réclament vengeance. Et ils réclament vengeance non sur le peuple allemand qui lui continue à payer; mais sur cette infâme bourgeoisie hypocrite et sans scrupules qui elle n'a pas payé, mais profité et qui continue à marguer les esclaves qui ont faim, avec leurs mines de pores à l'engrais.

La seule position pour le prolétariat n'est pas de répondre aux appels démagogiques tendant à continuer et à accentuer le chauvinisme au travers des comités anti-fascistes, mais la lutte di-

La guerre continue. La classe ouvrière s'en aperçoit bien qu'indirectement par le ravitaillement qui n'a pas augmenté, par le coût de la vie qui augmente sans cesse, par les salaires que l'Etat a bloqués, et par la propagande de la guerre contre le Japon.

Cette espèce de demi-acalmie que les capitalistes tentent de faire passer pour la « paix » est constamment mise en danger par des troubles sociaux où les contrastes inter-impérialistes se mêlent et prennent souvent le pas sur l'extrême misère des masses en général.

En Italie les Alliés liquident les comités de libération, appellent les ouvriers à déposer les armes, annulent tous les jugements des tribunaux du peuple.

Ceci ne suffit pas à étouffer la crise sociale qui sévit. Sans avoir à rendre compte devant un corps législatif, le gouvernement Bonomi démissionne et celui qui lui succède tente péniblement depuis plus d'une semaine de former le nouveau cabinet. Les hommes ne manquent pas, ce qui manque c'est le peuple qui se refuse à de nouvelles forces et qui réclame le travail pour vivre.

Quelque gouvernement qu'on mette avec l'assentiment des Alliés, il ne peut faire remarcher tout l'appareil industriel, seul remède momentanément aux troubles sociaux en Italie.

Les ouvriers en Italie du Nord gardent militairement les usines mortes faute de matière première. Les Alliés désarment les travailleurs mais les usines ne marchant pas pour cela. C'est une crise économique d'une ampleur jamais égalée qui sévit en Italie. Combien de temps les Alliés pourront-ils contenir la révolte qui couve?

Le danger est grand pour la bourgeoisie car le prolétariat italien a déjà fait ses preuves en 1943 et il n'y a plus de « S.S. » pour permettre la division de la répression. Mais les Alliés tentent de provoquer la classe ouvrière pour permettre et justifier un carnage cent fois plus grand que celui de Grèce.

La classe ouvrière italienne doit prendre garde à ces provocations.

En Allemagne le peuple « obéissant » commence à se réveiller. Là aussi il n'y a plus les « SS » encadrant la Volksturm pour l'obliger à continuer à se battre et la Gestapo pour main-

tenir l'exploitation forcée des ouvriers. Le stalinisme et les alliés sont obligés maintenant d'assumer l'entière responsabilité de l'œuvre de répression de la classe ouvrière.

La bourgeoisie cherche des échappatoires: dans la zone alliée on permet la reconstitution des syndicats sans droits revendicatifs et surtout sans démocratie intérieure. A Hambourg et à Aix-la-Chapelle ceci est chose faite. Que vaudront ces syndicats? dans leur forme actuelle ils ne peuvent être que des instruments dociles aux mains des alliés.

Pour les transformer en arme le combat du prolétariat il faut que les ouvriers allemands exigent la totale liberté d'association: des syndicats pour lutter et non des syndicats qui enregistrent et imposent la volonté des alliés.

Démocratie intérieure des syndicats, indépendance rapport aux bourgeois nationales et occupants, syndicat pour la lutte revendicative ouvrière, voilà les mots d'ordre du prolétariat allemand dans sa lutte d'aujourd'hui et de demain contre les nouveaux exploitateurs.

Dans la zone russe on tente une politique de surenchère dans le traitement des populations, ici rejettent les autogonismes impérialistes. Ce qui n'empêche pas le G.P.U. de remplacer la Gestapo et le gouvernement militaire russe d'interdire tous les groupes révolutionnaires en donnant cependant la légalité aux partis bourgeois anti-fascistes, et cela à seule fin de continuer l'œuvre démagogique et de fourvoiement de la classe ouvrière.

Mais la situation va en s'aggravant dans l'une et l'autre des zones d'occupation, et nous croyons volontiers Eisenhower quand il prédit d'ici un an des troubles très graves dus à la famine; seulement nous complétons: « ce n'est pas seulement l'Allemagne mais toute l'Europe. Russie comprise, qui va vers le désastre ».

Une seule issue pour les capitalistes; empêcher les mouvements allemands qui vont concentrer et généraliser la révolte en Europe. Les ouvriers du monde entier doivent lutter — comme étant leur sort qui est en jeu — pour forcer leur bourgeoisie à libérer les millions de prisonniers allemands, l'obliger à desserrer l'étau qui étouffe la révolte sourde du prolétariat allemand.

**Les « Services » rendus
par les Trotskystes**

La « Vérité » du 4 juin, organe du P.C.L., proteste violemment contre la répression dont est l'objet tout ouvrier révolutionnaire de la part du gouvernement de de Gaulle et contre l'interdiction de la parution légale de la « Vérité ».

Nous nous associons pleinement à cette protestation. La démocratie française semble être actuellement la plus réactionnaire de toutes les « démocraties » bourgeoises en Europe. Tandis qu'en Angleterre, en Suisse, en Belgique la « démocratie » supporte partiellement la liberté de la presse, en France toute la presse ouvrière opposé au gouvernement est interdite. « Le Libérateur », « La Bataille syndicaliste », sont semi-légaux. La « Vérité », du P.C.L.; le « Pouvoir ouvrier », des G.R.; « Spartacus », des R.K.D.; « Prométéo », de la F.I.; l'« Etincelle », de la G.C.F., sont complètement illégaux. La liberté de presse n'existe que pour les journaux de la bourgeoisie et de ses laquais sociaux-chauvins.

Mais la protestation des Trotskystes est surtout naïve et scandaleuse. Naïve quand ils font appel à la presse bourgeoise, à la Fédération de la presse clandestine, quand ils frappent à la porte de M. Bayet et autre ministre pour soutenir leur revendication de publication légale. Ce n'est pas au nom de la « démocratie » bourgeoise, en faisant honte

directe de classe pour la défense de leurs intérêts, leur droit à la vie, lutte de chaque jour, de chaque instant jusqu'à la destruction du régime monstrueux, du capitalisme,

à l'ennemi de classe, en l'imposant, qu'on obtiendra la liberté de presse pour le prolétariat.

C'est par la lutte, uniquement par la lutte de classe que le prolétariat parviendra à imposer la liberté de sa presse. Notre liberté de parole, de pronazade, de presse, est exclusivement conditionnée par le développement de cette lutte.

Scandaleuse est cette protestation par les arguments que les trotskystes mettent en avant. Plagiant et concurrençant toute la presse bourgeoise et plus particulièrement les stalinistes, la « Vérité » fait un étalage honteux de ses morts et victimes tombés sous l'occupation. Il n'y a rien de plus répugnant et de plus révoltant que cet étalage, ce chantage aux morts. Depuis six ans la plus monstrueuse boucherie que l'histoire n'a jamais vu a plongé l'humanité dans le sang. Depuis six ans 30 millions d'êtres humains ont été assassinés sur les charniers des fronts impérialistes, dans les villes saccagées et incendiées par les bombes de la « civilisation » capitaliste, dans les bagnes de travail forcé, dans les prisons et dans les camps de torture et de souffrance dans tous les pays et plus particulièrement en Allemagne capitaliste-nazie. Il n'y a pas un parti, par un groupe qui ne peut citer ses morts, il n'y a pas une famille qui ne peut compter les siens. Le capitalisme après avoir massacré tant de millions de vies humaines a encore l'impudence de les citer, de les étaler, de se servir de leurs cadavres et d'en faire un titre de gloire.

Ce qui importe n'est pas la longueur de la liste (chacun a sa liste de mots mais la cause pour laquelle ils sont morts. Les fascistes citent leurs morts. La Grande Bourgeoisie de tous les

Le gouvernement Van Acker — gouvernement de coalition bourgeoise, sous la direction socialiste et où participent également les stalinistes — vient de donner sa démission.

On connaît les circonstances dans lesquelles Van Acker a pris la direction gouvernementale en Belgique.

L'ancien gouvernement Pierlot, dont Van Acker faisait parti, ne parvenait pas à maintenir la vague montante de grèves et de luttes de classe qui déferlaient sur la Belgique à la fin de l'année 1944 et au commencement de 1945. Comme tous les pays « libérés » d'Europe, la Belgique sort de la guerre et de l'occupation, ruinée. L'appareil industriel s'est usé et a subi les plus graves dommages. La reconstruction industrielle et la reprise économique sont des « bards destinés à tromper les masses travailleuses. La Belgique comme les autres pays de l'Europe paie de sa ruine économique la survie du capital; me ne pouvant se maintenir qu'à travers des guerres, par la destruction des uns au bénéfice des autres. Tous les pays sortent ruinés pour renforcer la Toute-Puissance des trois Grands monstres impérialistes: Amérique, Angleterre et Russie.

La Belgique fait partie de la zone dominée par l'impérialisme anglais. Et ce sont strictement les besoins et les intérêts de cet impérialisme qui conditionnent la vie économique de ce pays.

Mécontents et protestant, mais obligés de se soumettre à l'impérialisme anglais, la bourgeoisie belge se retourne vers les ouvriers sur qui elle fait tomber tout le poids de la situation catastrophique et au dépend de qui, par une exploitation accrue, par un ravitaillement de famine, elle tente de s'assurer sa part de bénéfices. Plus la situation économique de la bourgeoisie européenne ira en empirant, plus terribles seront les conditions de vie que ces bourgeoisies feront aux ouvriers.

Ce vaste mouvement de grève, Pierlot n'est pas parvenu à l'enrayer. Un moment l'impérialisme anglais était prêt à faire entendre raison aux ouvriers belges, par sa force militaire tout comme en Grèce.

Mais la Grèce n'est pas la Belgique, ni par la puissance de son prolétariat, ni surtout par sa situation géographique. La situation allemande était rien moins que certaine. Le mécontentement des masses ouvrières en Allemagne s'amplifiait de jour en jour, des révoltes de soldats et de marins éclatèrent, il fallait, si l'on ne voulait pas voir un nouveau 1918, continuer la guerre afin de briser par une manœuvre préventive de massacres, toute velléité d'élargissement et de généralisation de ces mouvements. Et ce n'était certes pas le moment nolitique d'entreprendre une campagne de répression militaire contre les ouvriers qu'on ne pouvait pas faire passer pour des fascistes, et cela à l'arrière immédiat des lignes et du front.

Le capitalisme a plusieurs cor-

pays cite ses morts. Les bureaux d'espionnage de l'Allemagne, l'Intelligence Service de l'Angleterre, de France, de Russie et de tous les pays ont les siens, les partis politiques ont les leurs. Nous aussi nous avons les nôtres qui font partie de la longue et sanglante liste des victimes de notre classe: la classe ouvrière, morts par la férocité sanglante du capitalisme en décomposition, morts au service de la révolution prolétarienne. Les trotskystes citent leurs morts, morts au service de quoi? au service de quoi?

Morts pour la défense de P.E.R. S.S., disparus dans les maquis, morts pendant l'insurrection nationale, victimes au service de la Résistance.

Les trotskystes étalent leur liste des morts comme un certificat de bonne conduite, comme une lettre d'indulgence auprès des « bons » du capitalisme.

C'est au nom des services rendus en tant que « résistants » qu'ils réclament leur salaire, leur prix: la liberté de leur presse. Ce n'est pas nous qui la leur marchandons.

Il a fallu gagner un peu de temps, deux mois, pour que le capitalisme ait bien en main la situation allemande. Van Acker l'a gagné, et à la nouvelle vague de grèves, Van Acker, comme tous les Noske, aura recours à la force policière, à la mobilisation civile de travailleurs et à l'interdiction pendant trois mois de toute grève.

Van Acker semble loin d'avoir réussi avec ses mesures draconiennes. Passant par-dessus les exhortations de la Centrale Syndicale, qui n'a désormais d'autre fonction que de transmettre aux ouvriers les ordres et les soumette à la volonté de l'Etat capitaliste, les ouvriers belges poursuivent la lutte. M. Noske-Van Acker va-t-il ouvrir le feu des fusils qu'il a chargé, sur les ouvriers de la Belgique?

Et voilà la manœuvre de la dernière minute: détourner, dévier la colère des masses, le mécontentement des ouvriers vers des objectifs fantômes et user l'élan, la révolte de la classe ouvrière.

Van Acker, parti socialiste et parti communiste stalinien ont l'œuvre, dans l'intérêt de la bourgeoisie belge, un dérivatif, une soupape à la colère des ventres affamés.

Ce dérivatif c'est le retour du roi des Belges. Le roi belge, comme les rois anglais et roumain, comme la monarchie italienne ne sont que des expressions de la domination de classe du capitalisme. Avec le roi, ou sans le roi, avec la monarchie constitutionnelle ou la république, c'est toujours la dictature capitaliste. Ces grands « démocrates », les socialistes et les stalinistes, s'accrochent très bien et soutiennent la monarchie en Angleterre, en Roumanie ou ailleurs, selon les intérêts du capitalisme. Pendant 30 ans ils ont été ministres du roi en Belgique et Vandervelde, chef de la II^e Internationale et du P.S. belge, considérait comme son plus grand honneur d'être accepté en ami (lire en français) à la table du roi.

Leur brusque vertu républicaine n'est qu'une manœuvre démagogique pour détourner la lutte du prolétariat de son terrain de classe et l'engager dans l'impasse et sur le terrain de classe de l'ennemi dans une action néfaste, stérile et illusoire sur le choix du représentant du capitalisme qui maniera le fouet du pouvoir et de la répression: contre les ouvriers.

Le capitalisme a bien des tours dans son sac, mais ils s'usent vite, très vite, au feu de la combustion sociale. La démagogie de « l'épuration anti-royale » tend à ressusciter un nationalisme et chauvinisme patriotard. Les ouvriers répondront par l'accentuation de leur lutte de classe, seul moyen de défense de leurs intérêts en vue de la seule épuration qui leur est propre, l'épuration du capitalisme sous toutes ses formes.

COMMUNIQUE.

Nous mettons en garde les militants révolutionnaires et les ouvriers contre la confusion que des éléments politiquement irresponsables et suspendu de l'organisation tentent de créer, en se réclamant de l'organisation et en signant en son nom.

**GAUCHE COMMUNISTE
DE FRANCE (P.F.G.C.).**

Souscription

Souscription de mai:
Ros. 500; Mx. 200; Ch. 250,
Cl. 200; Fr. 100; X. 100. Total:
1.350 Francs.

Juin: V.M. 100; V. Int. 100;
Mich. 100; Lar. 50; Henri 30;
Simon 60; Marat. 30; Anonyme 300;
Mich. 100; H. 50; X. 50; Mich.
1000; V. B. 850; Ven. 25; M.-D.
400; V. 50; Ve. 80; un groupe d'ou-
vriers. Liste remise par Jacques
600. Total 3.975 francs.

Camarades, continuez à souscrire et à faire souscrire pour « l'Étincelle ». Notre journal ne peut vivre que par le soutien actif de tous les sympathisants.